

Place #54 Publique

NANTES/SAINT-NAZAIRE

LA REVUE URBAINE | Novembre-Décembre 2015



p. 90
LE CAFARD
D'UN NANTAIS DANS
LA GRANDE GUERRE

p. 133
ENTRE NANTES
ET SAINT-NAZAIRE,
AFFRES ET MYSTÈRES
DU PÉRIURBAIN

p. 138
LA CITÉ SCOLAIRE
DE SAINT-NAZAIRE
ET SES ŒUVRES D'ART

DOSSIER | P. 5 | AVANT LES ÉLECTIONS RÉGIONALES, LA PLACE DE LA MÉTROPOLE QUESTIONNÉE

De quoi Nantes est-elle la capitale ?

PATRIMOINE | P. 90 | UN « SELFIE » CENTENAIRE ET DES IMAGES DU DÉPARTEMENT À LA FIN DU 19^e SIÈCLE

Adolphe Moitié, le maire photographe



9 782848 092515

10€



Martin Vanier : « Cette notion de capitale ne colle plus à nos réalités urbaines »



RÉSUMÉ > *Un « couple » montré du doigt : la « capitale » et le « territoire » sont dépassés pour le géographe Martin Vanier. Depuis vingt ans, les réseaux ont pris le dessus. Mais les politiques n'ont pas encore composé leur ticket pour grimper dans le train du changement.*

MARTIN VANIER est géographe, professeur à l'université Joseph-Fourier de Grenoble et consultant auprès des collectivités locales. Il vient de publier *Demain les territoires. Capitalisme réticulaire et espace politique* (éditions Hermann, 2015).

PLACE PUBLIQUE > Si nous vous posions la question « De quoi Nantes est-elle la capitale? », quelle réponse vous vient à l'esprit?

MARTIN VANIER > (long silence) Je dois avouer ma perplexité, parce que cette notion de capitale ne me convient plus beaucoup pour signifier ce que sont les fonctions de la métropole vis-à-vis des territoires qui l'entourent ou sont plus éloignés encore. Pourquoi ce désagrément? Parce que cette notion même de capitale, c'est-à-dire de ville tête, par conséquent d'un rôle structurant et dominateur, ne me semble plus convenir à une compréhension des fonctionnements en réseaux que nous connaissons depuis vingt ans. Et par conséquent, à chaque fois, je dis oui, là il y a un domaine dans lequel Nantes joue un rôle important, essentiel, mais en même temps je ne peux pas lui attribuer le titre de capitale. Ce n'est pas dû à Nantes, c'est dû au fait que la notion même de capitale ne colle plus à nos réalités urbaines.

PLACE PUBLIQUE > Vous rejetez donc le terme de « capitale » et vous préférez aujourd'hui mettre en avant les réseaux dans lesquels une ville s'inscrit...

MARTIN VANIER > C'est la notion de réseaux qui compte

et de place dans ces réseaux, de connexions, mais pas celle de domination attachée à la notion de capitale, laquelle n'est plus adaptée. La capitale, c'est la façon dont une ville dit son rôle hégémonique et exclusif. Il n'y a pas deux capitales, il n'y en a qu'une dans un registre donné et dans un territoire donné dès lors que l'on considère que ce qui compte, c'est la surface, le territoire, et par conséquent la capacité à tenir le territoire puisqu'une capitale est nécessaire pour le tenir.

PLACE PUBLIQUE > Le « territoire » n'échappe donc également pas à votre critique...

MARTIN VANIER > Le couple « capitale-territoire » doit être mis en débat. Je comprends bien que certains continuent à estimer que l'économie, les solutions collectives, les ambitions, la culture, tout ça passe par leur « saisissement » dans un territoire... C'est-à-dire un espace délimité qui vaut surtout par l'entre soi que ceux qui y sont admis arrivent à faire reconnaître pour les autres, pour ceux qui ne sont pas dans le territoire. Le territoire, c'est ce qui permet de dire : « Nous c'est nous » ; les autres, voilà, ils sont ailleurs. À partir du moment où on se projette dans un monde de territoires, il est légitime qu'à chaque territoire corresponde une capitale, puis quand c'est plus petit, on dira un chef-lieu. Puis ensuite on décrètera toute une gamme de puissance urbaine, qui va de la métropole à tout ce qu'on veut pour hiérarchiser ces statuts des villes en fonction de leur aura territoriale, de l'amplitude de leur influence territoriale. C'est complètement daté, c'est vraiment la façon dont on a à la fois construit la France dans les trois derniers siècles et surtout dont on a pensé l'aménagement du territoire après la guerre, dans les années 50, 60 et 70. Les géographes dessinaient alors des cartes avec des territoires et la ville-centre qui le contrôlait.

Mais aujourd'hui, c'est terminé ! Depuis vingt ans, ce sont les systèmes en réseaux, les systèmes à distance, les systèmes de flux et de circulation qui transgressent ces territoires et organisent tant le monde de l'économie que beaucoup d'autres. Ces systèmes se veulent par nature ouverts et non pas limités et les hiérarchies – pour autant qu'elles aient encore un sens – y sont constamment redistribuées et s'avèrent finalement moins intéressantes que les effets de connexion et de

réseaux. La connexion a pris le pas sur la domination. Il faut mieux savoir dans quels réseaux on est plutôt que de quel territoire on est la capitale.

PLACE PUBLIQUE > Justement, dans quels réseaux voyez-vous Nantes ?

MARTIN VANIER > Je pense que Nantes est très clairement inscrite dans un réseau d'innovation technique et productif, parmi lequel les activités aéronautiques sont significatives mais pas exclusives. Nantes est bien située, bien reconnue, bien identifiée comme une ville de conception, d'assemblage et de contribution à des chaînes de valeur sur des produits à haute valeur ajoutée. C'est peut-être moins vrai pour l'instant, et c'est un problème, pour les réseaux d'innovation proprement scientifique et à fondement universitaire. Nous n'avons pu que constater que Nantes est plutôt passée à côté de toutes les grandes dernières opérations qui permettaient de labelliser ces places : opération Campus¹, Investissements d'avenir et reconnaissance de ces grands pôles, qui ont plutôt servi une demi-douzaine de métropoles en France, mais pas Nantes. C'est un peu le problème de ce réseau Ouest français qui n'a pas su négocier ce moment. Pourquoi ? Parce que les opérations étaient en quête de configurations, d'alliances universitaires, de plates-formes de grande dimension. Pour Nantes et Rennes, ça devait signifier une alliance qui n'a pas été suffisamment travaillée en amont.

Cela dit, je pense que Nantes joue un rôle très important dans un réseau à caractère culturel, patrimonial et identitaire. Je précise que l'identité ne me pose aucun problème à partir du moment où il s'agit d'une ressource qui circule sur des réseaux ouverts et ne s'enferme pas sur un territoire. Je pense que Nantes est une connexion absolument essentielle, une place effervescente au plan de l'art, de la culture, des événements urbains, des spectacles, de tout ce qui raconte la ville festive. Et ça, ce n'est pas si facile à construire ! Si on doit comparer par exemple la réputation et le rayonnement dans ce domaine avec celui d'une ville qui m'est

1. Il s'agit de la mise en œuvre en 2008 d'un plan en faveur de l'immobilier universitaire : douze campus d'excellence ont été sélectionnés, aucun dans l'Ouest.



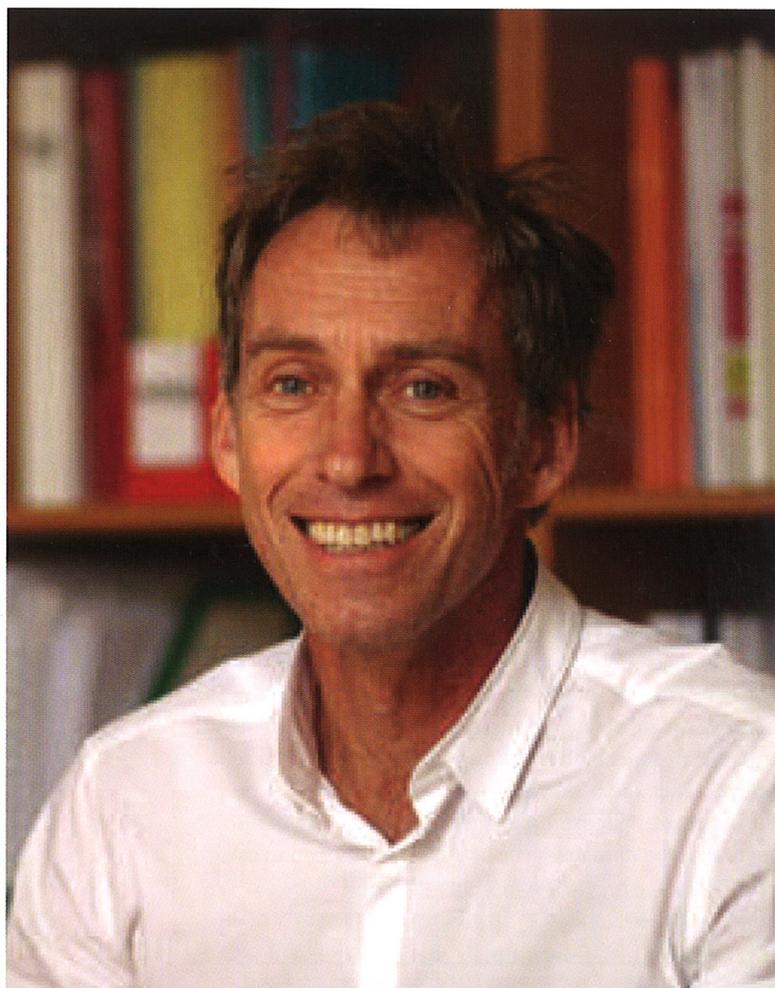


chère, Grenoble, Nantes a acquis une position non pas de capitale, mais de ville phare.

PLACE PUBLIQUE > Et le numérique? Un quartier y est dédié sur l'Île de Nantes, la métropole a reçu le label French Tech...

MARTIN VANIER > Vous ne rencontrerez pas une ville parmi les dix ou quinze premières en France qui ne prétende pas être à la fois une plate-forme du numérique d'une part et, d'autre part, une plate-forme des techno-

« Le couple capitale-territoire doit être mis en débat. »



logies du vivant, de la santé, du bio-développement et des industries vertes C'est vrai d'un bout à l'autre de la France, à peu près partout. Je suis tout prêt à reconnaître que Nantes est certainement une des places de cette économie numérique, mais j'ai plutôt tendance à penser que ce n'est pas si discriminant que ça aujourd'hui. Grenoble, Marseille, sur laquelle je travaille assidûment à accompagner la mise en place de la métropole, et tant d'autres villes peuvent revendiquer une concentration des activités très intéressantes aussi. Ce qui n'est pas le cas pour l'aéronautique, contrairement à Nantes.

De même, il nous faut peut-être faire une incursion du côté des technologies des énergies renouvelables, car là aussi les places ne sont pas si nombreuses, contrairement au numérique qui est une technologie très diffuse, plutôt qu'un secteur en soi. Les énergies renouvelables, ça nécessite des ressources d'ingénierie, en matière grise, et des ressources situées parce que ce sont des configurations, y compris des configurations géographiques. L'éolien marin, il n'existe pas trente-six places potentielles en France. Les plates-formes de grande dimension industrielle se compteront sur les doigts d'une main et Nantes/Saint-Nazaire en est une. Donc là aussi, la métropole se forge une place dans un réseau, place tout à fait éminente, sinon... capitale.

PLACE PUBLIQUE > Capitale verte, capitale européenne de la culture... Que vous inspirent ces labels?

MARTIN VANIER > Je trouve que c'est plutôt significatif de ce que j'avance. La capitale culturelle, elle change chaque année et chacun a compris qu'on était capitale à tour de rôle, comme une sorte de ticket d'entrée dans le réseau des grandes villes culturelles. C'est à partir du moment où on a été capitale culturelle qu'on est clairement identifié dans le réseau. Ces capitales ne se construisent plus comme des places hégémoniques et exclusives de domination, mais comme des entités qui jouent dans un système. Pour ça, effectivement, des labels sont indispensables, il y a une forme d'économie de transaction de ces labellisations qu'il faut prendre au sérieux. C'est aussi ce qui permet aux villes de s'identifier dans le réseau.

PLACE PUBLIQUE > Donc être capitale, même temporairement, n'est pas inutile?

MARTIN VANIER > En tant que label, être capitale peut constituer un levier. À partir du moment où il est entendu que c'est une opération événementielle et non pas une revendication administrative. C'est tout l'écart entre le débat assez pathétique de mon point de vue qui voudrait que la réforme territoriale découpe l'État déconcentré en petits lots de consolation – pour que les uns aient la direction des affaires culturelles, les autres le rectorat et le troisième une agence de je ne sais quoi – et le fait de revendiquer une labellisation, au titre d'une fierté dans un domaine. C'est autre chose.

PLACE PUBLIQUE > Le monde de l'entreprise fonctionne déjà en réseaux et se joue des frontières administratives dans ses échanges. Peut-il être une source d'inspiration ?

MARTIN VANIER > Aujourd'hui, je ne vois pas comment ne pas reconnaître que la plupart des solutions novatrices, des innovations organisationnelles, des principes qui permettent de faire face à des problèmes complexes viennent du monde de l'entreprise, du monde industriel en particulier. Le temps où le monde administratif structurait la société et inventait des cadres adoptés par d'autres ensuite, ce temps n'est plus. Il a été, Napoléon a inventé la France moderne, celle dont on est encore, mais cette invention-là n'est plus du côté du secteur public et c'est dommage ; elle est entièrement du côté du privé et ça, ce n'est pas dommage car nous avons beaucoup à en apprendre : la pensée en réseaux, des systèmes moins hiérarchisés, des systèmes collaboratifs... C'est une formidable leçon donnée par ces organisations-là, qui sont économiques et sociales, une formidable leçon donnée au monde politique.

PLACE PUBLIQUE > La remise en cause est immense...

MARTIN VANIER > Oui. C'est la remise en cause de l'hégémonie du paradigme de la pensée territoriale, de la solution du territoire à toutes les questions, de cette croyance contemporaine, et une alerte que l'avenir des territoires passe par leur capacité à devenir des cadres, des lieux, des acteurs politiques du monde en réseaux et non pas à faire comme si ce monde en réseaux leur était extérieur, caché, voire de non-intérêt public, mais uniquement d'intérêt économique, privé, avec des

MARTIN VANIER INVITÉ DE QUESTIONS PUBLIQUES

« Territoires, territoires ! une relecture de l'espace politique contemporain » : Martin Vanier est l'invité de Questions publiques
> **lundi 30 novembre, à 18 heures,**
au Centre de communication de l'Ouest, tour Bretagne à Nantes.
Entrée libre.

opérateurs, tandis que le territoire ne s'occuperait que du bien public dans son périmètre. C'est une vision que je pense mortelle pour notre démocratie et pour notre efficacité collective.

PLACE PUBLIQUE > De votre poste d'observation, voyez-vous les élus et les administrations bouger et changer ?

MARTIN VANIER > Aujourd'hui, il est plus urgent de prendre conscience, de reconnaître la nature des problèmes et en particulier de l'enfermement territorial de la chose politique. Ce serait bénéfique pour tout le monde, pour les élus, les citoyens, pour les organisations que sont, par exemple, les élections : il vaudrait mieux qu'on s'alerte un peu et qu'on soit dans un vrai inconfort à l'égard de cette ouverture du monde politique à la question des réseaux plutôt qu'on dise que quelque chose est en train de bouger, car il y a vraiment beaucoup, beaucoup à faire en termes de remise en cause. Ce n'est pas la question d'être optimiste ou pessimiste, c'est une volonté de dire : prenons d'abord la mesure du problème et voyons à quel point ça remet fondamentalement en cause la plupart de nos codes politiques aujourd'hui. ■

